

L'ENGAGEMENT



Les Personnalités Eminentes attirent l'attention sur PMA IV

DANS CE NUMÉRO:

- Le Groupe de Personnalités Eminentes se réunit à New York en préparation pour PMA IV...2
- La Turquie se prépare pour PMA IV...3
- PMA IV devra adresser les vrais défis des PMA...4
- Les Ministres se concertent pour mobiliser plus de ressources financières pour les PMA...5
- Le Changement Climatique, un défi pour toute l'Humanité ...6
- La Norvège et la Belgique contribuent au Fonds d'affectation spéciale pour les PMA...7
- Evénements à venir...7
- Le comité directeur du Secteur privé débat des priorités pour PMA IV...8



United Nations

BUREAU DU HAUT REPRÉSENTANT
POUR LES PAYS LES MOINS
AVANCÉS, LES PAYS EN
DÉVELOPPEMENT SANS
LITTORAL, ET LES PETITS ETATS
INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

Le groupe de personnalités éminentes se réunit à New York en préparation pour PMA IV

Le 13 octobre 2010, le Groupe de personnalités éminentes de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA IV) a tenu sa première réunion au Siège de l'ONU à New York pour discuter des défis auxquels sont confrontés les pays les plus vulnérables du monde et le potentiel de leurs impacts sur ces pays au cours des dix prochaines années.

Lors de la réunion, les deux co-présidents ont axé leurs messages sur le concept de responsabilité partagée. Alpha Oumar Konaré, ancien président du Mali, a souligné la nécessité d'utiliser un « message politique d'engagement comme outil de plaidoyer pour susciter un soutien plus fort pour les PMA ». Il a aussi attiré l'attention sur le fait que les PMA eux-mêmes doivent assumer la destinée de propre développement national.



Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki Moon partage un moment de détente avec Alpha Oumar Konaré, ancien Président du Mali et Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les Pays les moins avancés, les Pays en développement sans littoral, et les Petits Etats insulaires en développement

l'expérience des membres du groupe faisaient d'eux des défenseurs naturels de la cause des PMA. «En sensibilisant le public et en renforçant un engagement politique important, surtout à un moment difficile pour la solidarité mondiale, vous avez le pouvoir de relancer l'accord de soutien à l'élaboration et la transformation des PMA au cours de la prochaine décennie», a déclaré M. Ban.

Bien que certains progrès aient été enregistrés au cours de la dernière décennie, près de la moitié de la population des PMA - quelque 400 millions - font toujours face à des conditions de misère et de pauvreté absolue, a

Diarra. Cependant, les faiblesses structurelles, telles que le manque de capacité de production, signifie que la plupart des PMA ne sont pas en mesure de bénéficier de ces programmes d'assistance.

« Au final, je pense qu'il est juste de dire que la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles est inachevée; il nous reste encore beaucoup à faire. Ce qu'il faut, c'est un partenariat plus important et plus significatif entre les PMA et les partenaires de développement. » a déclaré M. Diarra Répondant à une question posée par un journaliste sur les progrès ayant été accomplis depuis la troisième Conférence des Nations Unies à Bruxelles en 2001.

Parmi les autres membres du Groupe de personnalités éminentes, figurent également Louis Michel, ancien Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, Louis A. Kasekende, vice-gouverneur de la Banque de l'Ouganda, Sir Richard Jolly, professeur honoraire de l'Institut d'Etudes du Développement à l'Université de Sussex; Hiromasa Yonekura, président de Sumitomo Chemical Company Ltd, Kemal Dervis, ancien chef du Programme des Nations Unies pour le développement; Sir Fazle Hasan Abed, fondateur et Président du Comité d'aide à la réhabilitation du Bangladesh, et Nancy Birdsall, présidente-fondatrice du Centre pour le Développement Mondial.

Le Groupe devrait contribuer à un rapport final de recommandations sur de nouveaux paradigmes pour la transformation des économies à faible revenu. ■

«En sensibilisant le public et en renforçant un engagement politique important, surtout à un moment difficile pour la solidarité mondiale, vous avez le pouvoir de relancer l'accord de soutien à l'élaboration et la transformation des PMA au cours de la prochaine décennie»

-UN Secrétaire général Ban Ki-moon

James Wolfensohn, ancien président de la Banque mondiale, a repris les propos de M. Konaré, tout en soulignant la nécessité d'aborder les questions de gouvernance dans les PMA. « Il est très clair que nous ne pouvons pas parler de développement sans nous pencher sur la question de gouvernance et de responsabilité partagée », a-t-il dit.

Le Secrétaire général Ban Ki-moon, également présent, a noté que la stature et

déclaré Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, et les petits États insulaires en développement.

En effet, des mesures de soutien international sont en place pour aider les PMA, y compris les initiatives de l'Union européenne telles que « Tout sauf les armes (TSA) » et « pays pauvres très endettés (PPTÉ) », a déclaré M.



En octobre 2010, le Groupe de personnalités éminentes de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA IV) ont tenu leur première réunion au Siège de l'ONU à New York pour discuter des défis auxquels sont confrontés les pays les plus vulnérables et leurs impacts sur le développement des PMA au cours des dix prochaines années.

De gauche à droite: Sir Richard Jolly, professeur honoraire de l'Institut d'Etudes du Développement à l'Université de Sussex; Louis A. Kasekende, vice-gouverneur de la Banque de l'Ouganda; James Wolfensohn, Président de Wolfensohn and Company et ancien président de la Banque mondiale; S. E. Alpha Oumar Konaré ancien Président de la République du Mali; SG Ban Ki Moon; Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les Pays les moins avancés, les Pays en développement sans littoral, et les Petits Etats insulaires en développement; et Sir Fazle Hasan Abed, Fondateur et Président du Comité d'aide à la réhabilitation du Bangladesh (BRAC).

La Turquie se prépare pour PMA IV

Dans une interview exclusive, le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, l'Ambassadeur Ertugrul Apakan s'entretient avec Nosh Nalavala sur les préparatifs de PMA IV

Transcription de Thordarson Kamma

Les pays développés ont promis 0,7% de leur revenu national brut aux pays en développement. Très peu ont tenu cette promesse, comment expliquez-vous cette apathie parmi ces Etats membres riches?

Ceci est lié à l'efficacité et à la productivité du système de l'APD. Lorsque l'on parle de PMA, la question est de savoir comment intégrer les PMA à la solution. Nous devons créer des capacités productives dans les PMA par le biais d'investissements, d'aides directes, et en leur fournissant un meilleur accès aux marchés des pays développés. Ceci constitue tout un ensemble et même si l'APD est l'un des principaux éléments du système, les principaux pays donateurs et les nouvelles économies émergentes devraient continuer leurs contributions à la revitalisation du développement dans les PMA. La conférence d'Istanbul nous donnera l'occasion d'examiner les pratiques actuelles et d'adopter de nouvelles mesures et je crois qu'Istanbul apportera de nouvelles valeurs au système et qu'il y aura un nouveau programme d'action d'Istanbul.

Comment ce programme sera-t-il différent du Programme d'action de Bruxelles?

Bien sûr, nous devons examiner le Programme d'action de Bruxelles. Ce sera la première étape. Actuellement, les PMA et les pays donateurs principaux sont entrain de réexaminer le Programme d'action de Bruxelles en guise de préparation pour la conférence d'Istanbul. Certains éléments importants du Programme d'action de Bruxelles ont été atteints, mais il reste encore à faire. Plus important encore, nous avons besoin de lancer un message politique de haut niveau à la communauté internationale.

... pour les inciter à un engagement?

... pour attirer l'attention de la communauté internationale. Nous ne devons pas oublier que le monde traverse actuellement une crise économique et financière. Je crois qu'Istanbul sera l'un des grands événements économiques au plan international de l'année. La conférence abordera la revitalisation du processus de développement et les problèmes des PMA. Je pense que les parties prenantes travaillent en toute bonne foi afin de voir ce qui est réalisable. A Istanbul, nous devrions avoir des objectifs simples, clairs, mesurables, et réalisables.

Vous parlez d'objectifs livrables, mais allez-vous appeler à une augmentation de l'engagement financier des pays développés? Plusieurs pays n'ont pas rempli leurs engagements précédents et, par conséquent, plusieurs PMA n'ont pas été en mesure d'accomplir leurs OMD.

Dans un contexte de crise économique, je ne sais pas dans quelle mesure il serait possible d'augmenter les engagements financiers en cours. Je pense que si les 0,7% sont mis en œuvre, nous serons sur la bonne voie. Cet objectif doit être atteint.

Avez-vous également l'intention de vous tourner vers la société civile et les partenariats public-privé?

Oui, et je peux vous dire que cette fois - ci, ce sera un processus dirigé par les PMA. Et oui, les partenariats aussi. Une nouvelle dimension - il y aura 3 dimensions: a) un secteur privé. Je pense que le secteur privé pourrait jouer un rôle plus efficace en termes d'investissement dans les PMA. b) Les parlements c) Les ONG et la société civile. A Istanbul, nous nous attendons à ce que les questions liées au genre soient également abordées.

Qu'apportera donc cette conférence en Turquie aux PMA?

Tous les problèmes sont étroitement liés en termes de processus de développement des PMA, mais nous devons faire davantage dans les domaines de l'éducation et de la santé afin de résoudre ces problèmes à long terme dans les PMA. Il y a aussi la sécurité alimentaire et les questions agricoles. Nous allons nous concentrer sur les questions agricoles à Istanbul lors d'un événement parallèle, et il y aura aussi des discussions sur les capacités touristiques des PMA.

Deux questions spécifiques: plusieurs PEID et pays en développement enclavés sont aussi des PMA. On s'inquiète énormément de l'état des PEID. 1) La Turquie joue-t-elle un rôle prépondérant dans les négociations liés au changement climatique qui ont pour but d'aider les PEID? 2) La Turquie abordera-t-elle la question des PEID lors de la conférence des PMA IV, étant donné que certains d'entre eux sont très vulnérables et sur le point de s'effondrer

La conférence de Cancun sur le changement climatique a déjà produit un programme d'action



L'ambassadeur Apakan, Représentant Permanent de la Turquie auprès des Nations Unies et Cheick Sidi Diarra Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les Pays les moins avancés, les Pays en développement sans littoral, et les Petits Etats insulaires en développement.

significatif sur lequel on pourra se baser à l'avenir. La Turquie a joué un rôle actif à Cancun et je crois que les parties prenantes sont toutes satisfaites des résultats. En février, la Conférence forestière de l'ONU aura lieu et peut-être que les problèmes des petits Etats insulaires seront également abordés.

Plusieurs PMA souffrent de problèmes liés au climat, comme la déforestation, la désertification...

Le changement climatique et la désertification, l'exploitation des forêts et ce qui peut être fait pour y remédier - sont des questions à l'ordre du jour. Nous travaillons également en coopération avec les agences spécialisées : la FAO, la Banque mondiale, le FMI, le PNUD, l'OMC, l'OIT, l'ONUDI en préparation pour la Conférence et prévoyons la participation de leurs dirigeants à la Conférence.

Allez-vous aborder ces questions lors de la quatrième Conférence sur les PMA ou est-ce que la conférence se concentrera uniquement sur les 49 pays les moins avancés?

PMA IV sera axée sur les 49 pays les moins développés avec une certaine mise en relief sur les problèmes des petits Etats insulaires ainsi que ceux des pays en développement sans littoral.

La Turquie va-t-elle prendre un engagement au cours de cette conférence? Y aura-t-il une contribution ou un engagement financier?

Nous sommes en train de voir ce que nous pouvons faire en termes de commerce, d'aide au développement, d'éducation, d'agriculture, de foresterie, de science, et de technologie. Notre intention est de déclarer notre propre programme à long terme lors de la conférence. La Turquie est tournée vers l'avenir et contemple déjà 2020. La Turquie contribue déjà sur le plan financier, sur une base annuelle directe et indirecte, des montants d'aide économique et humanitaire estimée à de plus d'un milliard de dollars pour les pays en développement, principalement les PMA et les pays d'Afrique sub-saharienne. ■

“PMA IV – devra adresser les vrais défis des PMA”

Ambassadeur Jean-François Régis Zinsou, Représentant permanent de la République du Bénin auprès de l'Organisation des Nations Unies, en conversation avec Nosh Nalavala et Kamma Thordarson

Qu'attendez-vous des délibérations de PMA IV en Turquie et en quoi pensez-vous qu'ils seront différents de ceux de la Conférence de Bruxelles d'il y a dix ans?

Tout porte à croire que rien n'a changé, et que nous arriverons peut-être au même résultat. Cependant la situation présente est différente nous vivons dans un monde globalisé plonge dans une crise économique, une crise financière, une crise énergétique, et une crise alimentaire. Nous avons une situation économique globale qui n'est pas très propice à la promotion du développement. Au lieu de promouvoir l'investissement, les PMA sont forcés à promouvoir la consommation. Au Bénin, le gouvernement est obligé de subventionner les coûts de l'énergie et des importations de produits alimentaires pour ne pas éroder le pouvoir d'achat de la population.

Pensez-vous que le Bénin réalisera les OMD d'ici 2015? La campagne centrale du gouvernement Béninois est libellée «réseau axé sur le peuple». Comment définissez-vous ce terme?

Nous avons tellement de défis à relever que nous ne sommes peut-être pas en mesure d'accomplir tous les OMD. Pour le gouvernement Béninois, promouvoir l'éducation est une priorité. En 2007, le gouvernement avait pris la décision de rendre obligatoire et gratuit l'inscription à l'enseignement primaire pour tous les enfants en âge scolaire. Un «réseau axé sur le peuple» signifie tout simplement que nous devons comprendre que pour atteindre un développement durable, les populations doivent être éduquées, les communautés doivent être riches en ressources humaines, et les institutions basées autour de leurs ressources humaines. En ce qui concerne les femmes, le gouvernement a pris la décision de promouvoir le microcrédit pour lutter contre la pauvreté.

Les politiques telles que le microcrédit ont-elles eu un impact sur la réduction de la pauvreté?

Bien sûr, mais nous devons intensifier l'utilisation de cet outil afin d'obtenir de meilleurs résultats. Une des étapes que nous avons à franchir maintenant est d'allier l'économie informelle – qui regroupe les vendeurs (non inscrits) de marchandises et qui comprend 60-70% de la population – à l'économie formelle. La stratégie pour l'avenir est de trouver un moyen d'amener chaque famille du milieu rural ou chaque famille urbaine pauvre à s'inscrire en tant que société, afin

de recevoir des subventions du gouvernement, et leur permettre de pouvoir rembourser leurs prêts.

Le gouvernement a également entrepris un projet très important pour le processus électoral. Nous préparons une liste électorale permanente numérisée, comprenant tout citoyen à partir de l'âge de 8 ans. Cette liste permanente est censée durer dix ans, jusqu'à ce que les enfants atteignent l'âge de voter.

Le gouvernement a également décidé de se concentrer sur la pandémie de paludisme car cette pandémie affaiblit la population. Nous avons besoin d'augmenter les dons de moustiquaires et pour ce faire, nous avons besoin de ressources. Une moustiquaire coûte 5 dollars, et nous avons besoin de 5 millions de moustiquaires. Le traitement du paludisme est gratuit pour les enfants de moins de cinq ans et pour les mères qui allaitent. Aussi, le gouvernement envisage la possibilité de rendre le traitement gratuit pour tous.

Monsieur l'Ambassadeur, pour revenir à la question des résultats de PMA IV, pensez-vous que la conférence aidera à résoudre les problèmes qui ont été établis dans le Programme d'action de Bruxelles ou considérez-vous PMA IV comme un tout nouveau programme d'action avec de nouvelles résolutions?

Le Programme d'action de Bruxelles comprend beaucoup d'objectifs nobles que nous devons nous efforcer de continuer à travers la bonne gouvernance. Bien sûr, il s'agit d'un document d'ordre général – une base qui néanmoins nous a permis de vraiment élaborer notre propre stratégie nationale de développement, d'évaluer nos retards en matière de développement et de vraiment évaluer les meilleures stratégies possibles à mettre en place.

Alors, qu'est-ce que PMA IV promet d'après vous?

Le but de PMA IV est de s'attaquer aux obstacles qui nous ont empêchés d'atteindre les objectifs fixés par le PAB. Il est important d'augmenter la capacité de production des PMA, car de nombreuses opportunités ont été offertes aux PMA, en particulier aux pays africains qui n'étaient pas en mesure d'en profiter. Par exemple, malgré leurs opportunités les PMA n'ont pas été en mesure d'accroître leur exports et leur part de marché en raison des contraintes au niveau de l'offre. Il est important pour les PMA de développer les actifs qu'un pays doit avoir et d'être en mesure de créer plus de valeur ajoutée à leurs produits.



L'ambassadeur Jean François Régis Zinsou, Représentant Permanent de la République du Bénin auprès des Nations Unies.

La coopération Sud-Sud vous a-t-elle aidé?

La coopération Sud-Sud est certainement instrumentale, nous attachons une grande valeur à l'aide que nous recevons des économies émergentes du Sud, précisément celles du Brésil, de l'Inde et de la Chine; la Chine en particulier, étant le partenaire le plus tourné vers l'avenir dans le domaine du développement de l'infrastructure.

Qu'obtiennent les Chinois en retour? S'ils contribuent autant, qu'ont-ils en retour? L'exportation de marchandises en provenance d'Afrique vers la Chine sera-t-elle doublée?

Nous parlons ici de solidarité. Ce ne sont pas seulement des faveurs, mais des prêts qui nous sont faits à faible intérêt. La Chine est également

continué sur la page 7

Les ministres se concertent pour mobiliser plus de ressources financières pour les pays les moins avancés

Pour élaborer un nouveau programme d'action en faveur des PMA pour la décennie suivante, il est important de procéder à une évaluation complète des besoins financiers à court et à long terme des PMA. Il est également essentiel d'évaluer les lacunes rencontrées dans au cours de la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles pour la mobilisation de ressources – une condition requise pour toutes autres priorités.

Les ministres et les hauts fonctionnaires de plusieurs états se sont réunis en octobre pour mettre en relief le rôle que joue la mobilisation des ressources dans les initiatives et projets d'éradication de la pauvreté et pour parvenir à une croissance économique inclusive, un développement durable et à une plus grande équité entre les sexes dans les pays les moins avancés (PMA).

Les intervenants ont abordé plusieurs sujets liés aux besoins financiers des PMA tout au long de la réunion – l'aide au développement (APD), l'investissement étranger direct (IED), l'allègement des dettes, la viabilité des dettes, la relance mondiale et les divers plans et mesures d'atténuation de crises, les ressources intérieures, et les sources novatrices de financement, y compris les envois de fonds de migrants de l'étranger.

La réunion ministérielle a eu lieu à Lisbonne, au Portugal, du 2 au 3 octobre 2010, co-organisée par le Gouvernement du Portugal et le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés (OHRLS). La majorité des PMA et de leurs partenaires au développement était représentée. Quelque 140 intervenants du Programme d'action de Bruxelles ont participé, y compris les États membres, les organismes des Nations Unies, les organisations régionales, et les représentants de la société civile.

Les investissements financiers dans la plupart des PMA viennent principalement de l'étranger, y compris l'APD, l'IED et les transferts de fonds de la diaspora. Malgré d'importants efforts pour mobiliser des ressources intérieures et attirer davantage de capitaux privés, un énorme fossé existe entre l'épargne et l'investissement intérieur encore dans la plupart des PMA. L'épargne intérieure des PMA stagne autour de 13% de leur PIB. Ainsi, les besoins de développement des PMA dépassent de loin la disponibilité des ressources. Bien que de sérieuses réformes internes aient été mises en place, les PMA sont toujours confrontés à un déficit de ressources financières de 150 milliards à 300 milliards de dollars. Cette situation est aussi aggravée par le flux négatif de ressources en provenance des PMA dû aux déficits commerciaux, aux transferts de bénéfices d'IED et aux remboursements de dettes.

La dépendance des PMA aux ressources extérieures limite aussi leur pouvoir politique et renforce cette dépendance, comme cela fut devenu évident au cours de la crise économique et financière. Leur vulnérabilité économique est accrue par leur endettement, ce qui reste un défi majeur en dépit d'annulations de leur obligations financières importantes dans le passé, d'autant plus que les taux d'intérêt devraient augmenter dans les années à venir – et cela, à l'échelle mondiale. De même, de nombreux PMA connaissent d'importants déficits de leurs comptes courants et commerciaux, financés par des subventions et des prêts officiels. Même une petite inversion des flux de capitaux externes peuvent, par conséquent, entraîner une contraction financière à l'échelle domestique.

Un nouveau programme d'action soutenu par un partenariat mondial pour la mobilisation des ressources pourrait catalyser le succès et assurer la prospérité économique dans les PMA, à condition d'être accompagné par une bonne gouvernance au niveau national et international.

La réunion s'est également penchée sur les questions de gouvernance économique du point de vue des PMA, y compris les systèmes macro-économiques, monétaires, et financiers internationaux.

Les recommandations suivantes ont émergé des discussions de la réunion ministérielle:

- Les PMA doivent renforcer leurs institutions nationales, les processus politiques, et les systèmes de gestion des ressources financières, y compris les ressources externes. Les PMA et leurs partenaires de développement devraient renforcer leur capacité à mobiliser des ressources, y compris la collecte des recettes, la gestion des dettes, l'utilisation de l'APD, et les envois de fonds à des fins de développement. La capacité des PMA à se développer doit être renforcée par l'élaboration de capacités institutionnelles et humaines nécessaires.

- Avec l'appui des partenaires au développement, les PMA devraient accroître leurs ressources et leur capacité à rassembler toutes données pertinentes les plus récentes afin d'améliorer l'analyse des politiques.
- Avec le soutien de leurs partenaires de développement, les PMA devraient renforcer toutes zones de sécurité en matière de politique macroéconomique et renforcer les systèmes amortisseurs afin de parer d'éventuels chocs et de se protéger contre la volatilité des marchés financiers.
- Comme indiqué dans le Consensus de Monterrey, les PMA devraient améliorer la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux afin de s'assurer qu'ils sont en accord avec les objectifs de développement convenus à l'échelle mondiale, y compris la durabilité sociale et environnementale.
- Les PMA devraient s'appuyer sur les développements positifs de la dernière décennie et explorer le rôle des partenaires de développement dans la mobilisation des ressources. Puisque les économies émergentes ont souvent recours à une approche combinée pour les IDE, le commerce, et le soutien financier, un apprentissage mutuel, par exemple, par le biais d'une coopération triangulaire serait profitable pour tous.

En conclusion, les participants ont suggéré que ces recommandations soient intégrées dans les propositions politiques et les résolutions de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, prévue pour mai 2011. Puisque l'aide est la plus forte manifestation de solidarité mondiale, de nouvelles mesures de soutien internationales pour les PMA sont nécessaires. "Business as usual" n'est pas une option. ■



Les ministres et hauts responsables du monde se sont réunis en octobre pour souligner l'importance des ressources financière dans l'éradication de la pauvreté, et la réalisation d'une croissance économique inclusive, du développement durable et l'équité entre les sexes dans les pays les moins avancés (PMA).

L'impact du Changement Climatique, un défi pour toute l'humanité

S.E. Anthony Mothae Maruping, Ambassadeur du Royaume du Lesotho auprès de la Confédération suisse partage son avis sur l'impact du Changement Climatique sur les PMA ainsi que les conditions d'accès aux marchés commerciaux pour ces pays

Entretien conduit par Nosh Nalavala Redacteur en Chef de MediaGlobal



M. Anthony Mothae Maruping, Ambassadeur du Royaume du Lesotho auprès de la Confédération Suisse.

Nosh Nalavala: Le changement climatique est la principale question primordiale de notre temps et le plus grand défi que nous devons relever. C'est une crise ayant non seulement des retombées environnementales mais aussi économiques, ainsi que sur la santé et la sécurité, la production alimentaire, la sécurité et, bien et bien sur des répercussions sur le commerce. Les PMA sont donc confrontés aux défis posés par le changement climatique ainsi qu'aux opportunités commerciales qui existent pour la vision entrepreneuriale et l'innovation dans les résoudre. A votre avis, quel est donc le cours à suivre par les PMA vers la création d'entreprises utilisant les énergies renouvelables et les nouvelles technologies et afin de réduire les émissions de CO2, tout en créant des emplois et des opportunités de commerce?

S.E Anthony Maruping: En effet, l'impact du changement climatique est plus qu'évident. Il est également reconnu universellement que ce changement est le résultat des activités humaines. Ceci représente une entrave pour les pays en voie de développement en particulier les PMA. Il se manifeste par des détériorations environnementales, la santé et la sécurité, la production et la sécurité alimentaire, la croissance économique et le commerce, qui Les PMA sont les plus affectés par ce phénomène. En effet ils n'ont pas les ressources ou les capacités économiques nécessaires pour atténuer les conséquences néfastes du changement climatique. La décision de créer un Fonds d'aide aux PMA afin de les aider à mitiger les effets néfastes du changement climatique. Nous ne pouvons que souhaiter que la communauté internationale fasse preuve de générosité dans cette initiative afin de rendre la rendre effective.

Q: L'Afrique, en particulier l'Afrique sub-saharienne n'a pas été une des destinations favorites des Investissements Directs Etrangers. Parmi les causes énumérés: la taille de ses marchés, la faiblesse de ses infrastructures et un problème de perception de son image. En générale, la perception du continent Africain est dominée par des images de guerres civiles, maladies et famines. Malgré, ses limitations, l'environnement régissant l'investissement direct

étranger en Afrique, son cadre réglementaire ainsi que les régulations institutionnelles, sont aujourd'hui sont meilleures qu'elles ne l'ont jamais été. Que doivent donc faire les PMA afin d'encourager l'investissement étranger en particulier dans le secteur manufacturier et celui des services?

R: Les progrès et avancés en Afrique ne sont pas sont médiatisés ou ont tendance à être minimiser. En revanche les instances négatives sont au contraire exagérées. Les initiatives telles que le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs du NEPAD sur la bonne gouvernance passent inaperçues. L'union Africaine a déployée des efforts considérables afin d'assurer un climat de paix, la bonne gouvernance ainsi que la démocratie participative sur le continent. Les blocs régionaux tels que SADC, la CEDEAO, et bien d'autres, ont aussi joué des rôles majeurs. L'Afrique devrait prioriser les coopérations Sud-Sud en plus des coopérations Nord- Sud existantes. L'intégration régionale devrait être exploité d'avantage et accéléré. Une augmentation du volume du commerce intra-africain devrait servir d'attraction de l'IDE.

Q: Contrairement à l'opinion générale, les barrières d'accès aux marchés importants pour les exports des pays en développement exportateurs n'ont toujours pas baissé. Les PMA sont particulièrement à risque. Le problème de barrières aux marchés commerciaux a t'il gagné de l'ampleur?

R: Dans les présentes négociations commerciales de Doha axées sur le développement, les pays développés prônent une ouverture plus poussée des marchés des pays en voie de développement en particulier les marchés émergents. Réciproquement les pays en voie de développement estiment que les pays développés ne sont pas disposés à ouvrir leurs marchés au degré souhaite. Ces arguments demeurent au cœur des négociations. Les pays en voie de développement insistent également sur le fait que la dimension portée sur le développement des négociations commerciales de Doha soit préservée et significatifs dans ces négociations.

Q: Les PMA souffrent d'une prise de conscience minimale à propos des opportunités commerciales liées à l'environnement ainsi que les alternatives afin de relever les défis de l'exportation « verte ». Les faiblesses institutionnelles et la coordination limitée entre les institutions nationales, les agences de protection de l'environnement et autres organes consultatifs et de certification laissent des lacunes. Par conséquent, l'analyse des marchés d'exportation, la prestation de services de soutien à l'exportation et la réalisation de plaidoyer pour le secteur de l'environnement sont inadéquats. Compte tenu des progrès réalisés par les pays en développement à la Conférence sur les changements climatiques qui s'est tenu récemment à Cancun, notamment la création d'un Fonds, voyez-vous une lueur d'espoir?

R: Il n'y a aucun doute que le manque de capacité pose toujours des problèmes sur plusieurs plans pour les pays en développement. Et cela en lui-même est un problème. Ainsi les recommandations d'intensifier l'approche collective dans le but d'élargir leur potentiel afin de pouvoir faire face au niveau internationale. Les Institutions du Sud (universités, instituts de recherche, de réflexion, les experts indépendants) doivent collaborer pour le bénéfice de tous. Il n'y a pas d'autre issue que de faire face à la réalité sur le terrain. Nous devons nous efforcer d'être à la hauteur de la tâche à accomplir.

La menace du changement climatique est un défi pour toute l'humanité. Le focus ne devrait pas être placé sur des efforts pour déjouer les uns des autres, mais plutôt sur des efforts de collaboration vers des solutions prenant en compte une redistribution proportionnelle et équitable des dommages infligés au cours de l'histoire. Il est tout à fait normale que les pays ayant contribué et ceux contribuant le plus aujourd'hui à ce phénomène grandissant contribuent proportionnellement aux efforts de recherche de solutions à ce problème. Cependant, il est très probable que les PMA souffriront le plus des effets néfastes du changement climatique. Les négociations sur les changements climatiques sont un processus et non un événement. Le processus ne devrait pas prendre une éternité. Il est maintenant plus qu'impératif que nous trouvons une solution à ce problème. ■

“NOUS NOUS ATTENDONS À CE QUE PMA IV RÉPONDE AU VRAIS DÉFIS DES PMA”
 continué de la page 4

intéressée à nos matières premières. La Chine est également là pour nous aider car nous avons une amitié de longue date avec elle. Ils ressortissants et entreprises Chinoises sont présentes dans le secteur médical, pour nous aider à soigner notre peuple. Ils construisent des routes, les ponts et les viaducs, et nous somme entrain de negocier également avec eux la construction d'un nouveau port et d'un nouveau barrage hydroélectrique. Cela fait partie du travail de développement. Nous augmentons nos capitaux et nos infrastructures pour faciliter le développement. Ceci est bénéfique, car lorsque l'on augmente le pouvoir d'achat d'une population, on crée aussi un bon marché pour ses produits. À l'heure actuelle, nous devons accroître nos capacités de production, et nous devons diversifier notre économie. Le Bénin a beaucoup de matières premières, beaucoup de minéraux qui n'ont pas encore été développés. Nous regorgeons aussi de pierres d'ornement, et d'or qui sont actuellement exploités par des indépendants. Nous avons donc besoin d'industrialiser toutes ces ressources et pour cette fin nous avons besoin de partenaires.

Les PMA, les pays en développement enclavés et les PEID sont affectés par le changement climatique. Ces questions vont-elles être abordées lors de la PMA IV?

Bien sûr, pour certains, il s'agit de la sécheresse, pour d'autres, des inondations, de la désertification ou de l'érosion côtière. Mon propre pays est confronté à d'énormes problèmes d'inondations et d'érosion côtière. Le paysage a été totalement changé par les effets de la mer. Ces questions seront adressées lors de la conférence des PMA IV car nous pensons que l'on ne peut pas en même temps avoir des objectifs tels que les OMD pendant que année nous sommes confrontés des inondations qui parfois recouvrent 75% du territoire. Vous ne pouvez pas imaginer à quel point ces inondations perturbent nos projets et efforts de réalisation des OMD. Lorsque des inondations surviennent, tous les puits sont inondés. Les salles de classe sont aussi inondées ou sont utilisées comme abri pour les populations déplacées par les inondations. Il faut vraiment prendre au sérieux le défi du changement climatique.

Qu'attendez-vous du document final?

Le Programme d'action d'Istanbul devrait

adopter une approche de réponse spécifique à des besoins spécifiques. Il devrait être suffisamment complet et couvrir les besoins spécifiques de chaque groupe de pays tout en fixant les objectifs principaux sur la promotion des PMA et la réduction de moitié, du nombre de pays classifiés comme PMA. Nous espérons que le document final se penchera sur nos vrais problèmes.

Les représentants des pays développés seront présents à la conférence, leurs présidents seront à la PMA IV. Que leur demandez-vous, à eux et à la communauté internationale? Leur demandez-vous d'augmenter l'APD?

Nous demandons à la communauté internationale de considérer nos problèmes du point de vue de la coopération traditionnelle. Nous pensons que nous ne pouvons pas faire ce que nous avons à faire sans financement supplémentaire. Nous avons besoin non seulement de l'APD, mais aussi d'autres sources d'investissement. Nous devons examiner cette question sous l'angle de l'obligation morale de la communauté internationale de résoudre les problèmes des PMA, d'atténuer la pauvreté dans les PMA et d'élever les PMA à un niveau de revenus qui leur permettra d'éradiquer l'extrême pauvreté. ■

La Norvège et la Belgique contribuent au Fonds d'affectation spéciale pour les PMA

Le Secrétaire général de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA IV), Cheick Sidi Diarra, a exprimé sa gratitude au Gouvernement de la Norvège pour sa généreuse contribution aux préparatifs de la Conférence PMA IV.

La Norvège a fait don de 500.000 USD pour la participation de représentants des PMA à la Conférence – une conférence où plus de 6.000 participants sont attendus à cette conférence, parmi eux, des chefs d'État et de gouvernement, des parlementaires, ainsi que des principaux acteurs du secteur privé et de la société civile. Cette conférence de cinq jours à l'échelle mondiale est un projet majeur de l'Organisation des Nations Unies et un événement important du calendrier de l'organisation internationale en 2011.

Le Haut Représentant M. Diarra a salué la généreuse contribution de la Norvège, particulièrement en cette période économique difficile. « Le don du Gouvernement de la Norvège est en effet encourageant. C'est aussi un signe que la Norvège s'engage à soutenir le programme de développement des PMA, » a-t-il dit.

À l'approche de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA IV), le gouvernement de la Belgique a aussi contribué 400 000 USD à ce le Fonds pour les PMA.

« Cette généreuse contribution du Gouvernement de la Belgique indique un haut niveau d'engagement de l'un des partenaires de développement des PMA », a déclaré Diarra.

La Belgique a parrainé PMA III en 2001 et s'apprête à accueillir le Groupe de personnalités éminentes de la Conférence PMA IV pour leur deuxième rencontre le 19 Janvier 2011 à Bruxelles. ■



L'ambassadeur de la Norvège Son Excellence Morten Wetland



L'ambassadeur de la Belgique Son Excellence Jan K. Grauls

événements à venir

Exploiter la contribution positive de la coopération Sud-Sud pour le développement des PMA, OHRLS, le Gouvernement Indien, New Delhi, Inde 18 au 19 Février 2011

Changements climatiques, variabilité du climat et autres extrêmes, la dégradation des terres et la perte de la biodiversité: Défis et opportunités, CCNUCC, Banque mondiale, New York, Etats-Unis, Février 2011

Propriété intellectuelle pour le développement, l'OMPI, Genève, Suisse, Février 2011

Les OMD et l'accès universel aux services essentiels, Bureau du Haut Représentant, New York, Etats-Unis, Mars 2011

Le comité directeur du Secteur privé débat des priorités pour PMA IV

Le Comité directeur du secteur privé s'est réuni à New York le 20 octobre dernier, afin de définir ses priorités l'élaboration du programme d'action pour les pays les moins avancés (PMA) au cours des dix prochaines années – dans le cadre des travaux préparatoires du comité pour la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA IV), prévue pour mai 2011.

19 représentants- d'Afrique, d'Asie-Pacifique et d'Amérique du Nord, de trois réseaux du secteur privé turc, ainsi que de l'Initiative Pacte mondial des Nations Unies, du Bureau des Nations Unies pour les partenariats et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement du secteur privé ont participé à cette rencontre présidé par Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général de la Conférence PMA IV et animé par Lakshmi Puri, Directrice du Bureau du Haut Représentant, et Gavin Powers, vice-directeur de l'initiative Pacte Mondial de l'ONU.

Au cours des délibérations, les membres du Comité ont échangé afin de déterminer si une approche politique basée sur une stratégie de groupe plus cohésive serait plus efficace pour faire progresser le programme de développement des PMA. Adam Greene, vice-président de US Council for International Business, a noté que avoir un cadre politique bien défini pour les PMA pourrait être bénéfique pour leur développement, car ces structures ont bénéficié d'autres groupes de pays confrontés à des défis similaires, y compris les pays post-conflit ou les pays cherchant à améliorer la bonne gouvernance.

Plusieurs participants ont noté l'importance du développement des entreprises. Armen Orujyan, Président du ATHGO International, a souligné que les jeunes sont primordiaux à cet égard et incarnent eux-mêmes un grand potentiel. Une plate-forme basée sur les



Les membres du comité directeur du secteur privé photographiés à New York avec Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général de PMA IV, Lakshmi Puri, Directrice de UN-OHRLS, et Gavin Powers, Directeur adjoint du Pacte Mondiale de l'ONU.

technologies de l'information et de la communication (TIC) devrait être créée pour promouvoir et faciliter l'entrepreneuriat mobile, avec le soutien actif de l'industrie des TIC.

Certains participants ont mis en relief l'importance que l'approvisionnement en énergie représente pour le développement des PMA. D'après Golam Mainuddin, Directeur de la Fédération du Bangladesh de la Chambre de Commerce et d'Industrie, compte tenu de la relative longueur de leurs journées ensoleillées, l'énergie solaire serait une source d'énergie particulièrement prometteuse dans de nombreux PMA. L'énergie solaire pourrait bénéficier les populations rurales en réduisant leurs coûts d'énergie. L'aide au développement

d'autres pays pourraient aider avec les coûts de l'énergie solaire ainsi que la distribution de l'infrastructure de réseau.

D'autres sujets ont été abordés, en autres : l'amélioration de l'accès aux ressources financières, y compris la microfinance, le renforcement des capacités productives, l'accroissement de la participation des femmes et l'équité; renforcer la coopération régionale et la communication entre les PMA; l'augmentation des transferts de technologies et l'engagement du secteur privé, l'évaluation des progrès enregistrés au cours de la dernière décennie, analyser les succès et les échecs, et concevoir et apporter un fort mécanisme de suivi pour la conférence à venir. ■



MediaGlobal

Voice of the Global South

United Nation Secretariat, Suite S-301

New York, NY 10017

MEDIAGLOBAL est une organisation internationale indépendante d'information et média basée au sein de l'ONU, qui a pour mission de sensibiliser les réseaux d'information internationaux sur les questions de développement et de justice sociale dans les Pays les moins développés (PMA). Fondée en 2006, MediaGlobal siège actuellement à New York avec des bureaux au sein du Secrétariat des Nations Unies.

Avec une forte concentration sur l'actualité des PMA de l'hémisphère Sud, MediaGlobal diffuse à travers le monde toutes les nouvelles concernant le développement économique, la santé mondiale, la sécurité alimentaire, et l'impact du changement climatique sur ces pays.

"L'engagement" (The Commitment) est publié en collaboration avec le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, et les petits États insulaires en développement des Nations Unies

Pour plus d'informations, contactez-nous:
Par téléphone au: 609.529.6129
Par Courriel électronique: media@mediaglobal.org

Editeur et rédacteur en chef
Nosh Nalavala

Coordinateurs
Ricardo Dunn
Grace Gabala
Josiane Koagne
Elle Wang

Correspondants de MediaGlobal (À l'ONU)
Amanda Wheat
Charissa Sparks
Kamma Thordarson
Ian Potts